

FUME, C'EST DU BELGE

Maggie De Block peaufine son Plan national anti-tabac. Sauf que quasi personne n'y croit. Et certainement pas la Fondation contre le cancer qui n'a pas été consultée. Décryptage.

Le tabac, on en vient tous à bout. C'est du moins l'objectif annoncé par le ministre de la Santé, Guido Poppelier, collaborateur Public Affair qui vient de présenter le nouveau Plan belge de lutte contre le tabagisme à la Chambre. Un programme décidé bien light, regrette notamment le CD&V. Rappelons que celui-ci ambitionne de réduire le nombre de fumeurs de 25 % à 17 % d'ici 2018 par une nouvelle augmentation des accises, une diminution du prix des kits de sevrage tabagique ou la possibilité d'interdire la cigarette en voiture en présence d'enfants. Saluée par les tabacologues, cette dernière mesure serait même une première mondiale. Pour le reste... c'est l'incompréhension générale. Pourquoi, par exemple, Maggie De Block repousse-t-elle le paquet neutre à l'horizon 2019? Après son imposition en Australie, ce nouveau type de packaging peu attractif, notamment auprès des jeunes, débarque pourtant en France, au Royaume-Uni, en Irlande et bientôt en Hongrie et en Slovaquie. Mais pas en Belgique où le tabac tue chaque année 15.000 personnes. La minis-

tre de la Santé pointant un manque de recul, mais aussi de consensus au sein de gouvernement... "C'est très intrigant", s'interroge Guido Poppelier, collaborateur Public Affair à la Fondation contre le cancer. Fondation qui n'a d'ailleurs pas été consultée lors de l'élaboration de ce vaste Plan national anti-tabac. Les "contraintes du gouvernement" dont parle Maggie De Block ont-elles trait aux éventuelles conséquences économiques pour les libraires et autres commerçants? Ou est-ce une nouvelle preuve de la pression exercée par le très puissant lobby des cigarettiers? "Nous ne sommes pas dans le secret des dieux mais on pense évidemment à ces deux possibilités. De toute façon, difficile d'en trouver mille autres..."

Contre toute attente, le nouveau Plan fédéral ne prévoit pas non plus d'interdire la publicité pour le tabac chez les détaillants. Mais comment peut-on encore justifier, en 2016, de promouvoir le tabac à chaque coin de librairie, pompe à essence ou magasin de nuit? L'interdiction de la publicité pour le tabac en rue a pourtant fait drastiquement chuter le nombre de nouveaux fumeurs. "Peut-être faut-il passer par une période de transition et des mesures d'accompagnement pour les libraires, mais il est impératif d'imposer le paquet neutre et d'interdire toute publicité. À quoi bon en effet neutraliser les packagings si ces commerces sont toujours "décorés" en rouge et blanc..." Des mesures à combiner, donc, et le plus rapidement possible. Car en matière de politiques anti-tabac, on le sait, les lobbies cigarettiers sont particulièrement réactifs. "Plus on leur laisse de temps, plus ils seront armés pour contre-attaquer chaque nouvelle disposition. Il faut donc aller très vite et prendre le maximum de mesures en début de législature."

UN LOBBY À 5 MILLIONS D'EUROS

Confirmation de cette réactivité du côté de l'organisation anti-lobbies Corporate Europe Observatory (CEO). "Les lobbyistes des cigarettiers dépensent 5 millions d'euros chaque année à Bruxelles, constate Olivier Hoedeman. Et ils se battent sur tous les fronts: nouvelles interdictions légales, TTIP, choix des technologies de traçabilité des paquets, renouvellement de leurs très controversés accords avec l'Europe concernant le trafic de cigarettes contrefaites..." L'organisation révèle également que ces lobbyistes utilisent pleinement l'initiative européenne "Better Regulation" ("Mieux légiférer") pour tenter notamment d'affaiblir les avertissements sanitaires inscrits sur les paquets. "Ils ont même tenté d'outrepasser le commissaire à la Santé pour faire directement pression sur le cabinet du vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans, en charge de cette initiative." Avant de pointer le manque de fiabilité du

UN LOBBY À 5 MILLIONS D'EUROS

registre européen de transparence qui doit normalement recenser chaque lobbyiste. "Nous détenons par ailleurs la preuve que nombreuses réunions non officielles ont lieu entre ces groupes de pression et des membres de la Commission." De quoi faire également pencher la balance dans notre plan national anti-tabac? Reste encore la délicate question des accises. Si le système en vigueur est lui aussi moyenâgeux - une augmentation des taxes sur le tabac permet souvent aux cigarettiers d'accroître leur marge bénéficiaire -, on sait bien que l'augmentation du prix des paquets de clopes est l'une des seules mesures réellement efficaces. Alors que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) préconise d'augmenter ce prix de un euro chaque année, il ne sera probablement revu à la hausse que de 20 centimes par an. "Nous n'allons pas trop nous plaindre car ces augmentations ont été initiées par la Coalition nationale contre le tabac, chuchote Guido Poppelier. Mais cette mesure, comme beaucoup d'autres, ne va pas assez loin." À sa décharge, Maggie De Block ouvre néanmoins la porte au débat. Sur son propre plan mais aussi sur les autres propositions des députés. Programmée pour le mois de janvier, cette série de débats parlementaires devraient donc enfin faire la lumière sur ces fameuses réticences au sein même de la coalition. "Je suis en tout cas très curieux de voir qui va voter contre le paquet neutre ou l'interdiction totale de la publi-cité..."

✱ Harold Nottet

Alcool de nuit toujours à flots

Maggie De Block est-elle irresponsable? C'est en tout cas ce que prétend le CD&V suite à la récente sortie de la ministre de la Santé publique qui a déclaré ne pas envisager d'interdire ni de limiter la vente d'alcool dans les magasins de nuit et les pompes à essence. "C'est une gifle dans le visage de plus d'un million de compatriotes qui connaissent un problème d'alcool", assène la députée flamande chrétienne Nathalie Muylle dans *Het Nieuwsblad*. Maggie De Block, elle, se justifie en disant vouloir éviter des faillites. Une nouvelle preuve de laxisme après la présentation de son plan anti-tabac très peu ambitieux? Sans surprise, la

question divise à nouveau l'opinion. La démagogie pourrait inciter à s'opposer à une énième interdiction, au profit d'un renforcement de la prévention. Pourtant, des mesures prohibitives auraient un solide impact sur la consommation d'alcool. Il suffit de se rendre dans une station-service en fin de journée pour constater que nombre de clients repartent avec un demi-litre de bière à la main. Demi qui n'attendra pas le retour à la maison pour être consommé. Comme avec la publicité pour le tabac, Maggie De Block semble donc privilégier à nouveau le portefeuille d'une petite frange de ses électeurs à la santé de tout un pays.